

NABIL FAHMY

Doyen émérite de l'Université américaine du Caire, ancien ministre égyptien des Affaires étrangères

Terry Martin, journaliste, présentateur de journal télévisé

Voyons qui voulait être le premier. Je crois que Nabil Fahmy voulait être le premier. Et voilà, la parole est à vous.

Nabil Fahmy

Permettez-moi d'abord de remercier Thierry pour son aimable invitation à revenir ici. Cela a toujours été un événement très instructif pour moi et j'ai beaucoup appris des nombreux panels.

Je voudrais également commencer par répéter ce que vous venez de dire. Il y a un mois, ou un peu plus, lorsque j'ai reçu l'invitation à venir, j'ai examiné le sujet et, franchement, je vous aurais fait une présentation complètement différente. En tant qu'Égyptien tourné vers l'Occident, je vois un État en faillite à ma droite, en Libye. Je vois un État en déliquescence au Soudan, plus au sud, sans processus de paix – il n'y a pas eu de violence mais il n'y a pas de processus de paix. Vers l'Est, je vois les Palestiniens et Israéliens. La Syrie est toujours en train de sortir d'un cauchemar, puis jusqu'au Yémen et aux tensions avec l'Iran.

Il y avait beaucoup de problèmes. Je ne m'attarderai sur aucun d'entre eux, mais permettez-moi simplement de dire que je m'attends en réalité à ce que ce qui s'est passé à Gaza ait des effets négatifs sur tous ces éléments parce que, d'une part, il y a clairement une régionalisation des conflits dans la région, avec les grandes puissances qui tentent de déterminer quel rôle elles veulent jouer. Les acteurs de tous ces conflits auront l'opportunité d'essayer de tirer un meilleur parti de leurs positions que par le passé, lorsque nous ne pensions pas à la question de Gaza.

Le deuxième point que je voudrais faire valoir est, et j'en ai perdu la voix en essayant de le faire au fil des années, de ne jamais présumer que le conflit israélo-arabe est terminé simplement parce qu'il n'y a pas d'effusion de sang concrète. C'est quelque chose que nous avons entendu maintes et maintes fois. La question palestinienne n'est pas importante, ce n'est pas un point de pression, ce n'est pas une priorité. Cela éclate toujours, à moins que nous ne résolvions le problème entre Arabes et Israéliens. La question ne sera jamais de savoir s'il y aura ou non de la violence, mais plutôt de savoir quand aura lieu le prochain cycle de violence.

Qu'il s'agisse des conflits précédents que j'ai mentionnés ou du conflit le plus récent, les pays de la région doivent avoir une meilleure gouvernance. Quand je dis cela, je veux dire non

seulement au niveau national et régional, mais aussi en termes de respect du droit international dans leurs relations internationales.

À moins que cela ne devienne le point central de notre façon de fonctionner et de nos mouvements, l'idée d'un équilibre des pouvoirs reste toujours une autre possibilité. Le problème ici c'est qu'il ne s'agit pas toujours d'un rapport de force entre États-nations, mais plutôt d'un rapport de force entre ceux qui sont prêts à causer plus de dégâts et plus de souffrance à l'opposant.

Quand on regarde ce qui s'est passé récemment, il y a clairement une plus grande visibilité des parties non étatiques et, clairement, on avance un argument – avec lequel je ne suis pas d'accord – comme quoi, quel que soit le problème, afin de répondre à ce qui est considéré comme la source initiale du conflit, la vengeance et des dommages collatéraux inhumains sont acceptables.

Ce que je veux vraiment dire ici, c'est que nous avons besoin d'un processus israélo-arabe qui conduise les Arabes et les Israéliens à vivre en paix au Moyen-Orient et, au cœur de ce processus, se trouvent les Palestiniens et les Israéliens. Cela nécessitera la fin de l'occupation. Cela nécessitera de pouvoir avoir une identité nationale pour les Israéliens et pour les Palestiniens dans des États souverains viables.

J'ai entendu très souvent dire qu'une solution à deux États était morte ou difficile. J'affirme que c'est beaucoup plus difficile aujourd'hui que par le passé, mais je ne pense pas que ce soit mort. J'espère que ce n'est pas mort car je ne considère pas la solution d'un État unique comme une alternative viable pour résoudre le problème. La solution d'un État unique signifie que les Israéliens et les Palestiniens renoncent à leur désir d'une identité nationale unique et décident d'une identité commune entre eux, et je ne vois pas cela se produire de manière pacifique. On peut réaliser un État unique, mais il y aura alors un conflit continu entre ces deux populations, car on ne peut pas avoir une réalité qui finit par donner la priorité à un État plutôt qu'à l'autre.

Mon pays a entamé le processus de paix avec Israël après s'être lancé dans une guerre intentionnellement déclenchée dans le but explicite d'entamer des négociations – je parle de la guerre de 1973 – et nous avons été les premiers à signer un accord de paix.

Cela étant dit, même dans les années 1970, une partie de notre accord avec les Israéliens prévoyait un accord-cadre visant à créer un accord spécial entre Palestiniens et Israéliens. Ce qui s'est passé au cours des quatre dernières semaines touche réellement au cœur de la haine et de la colère entre Arabes et Israéliens et, si nous commençons à rallumer ce feu, nous en paierons tous un prix très élevé.

Les États-nations, aussi en colère qu'ils puissent l'être, doivent respecter le droit international, le droit humanitaire international, y compris les lois qui régissent la guerre, et nous devons recommencer à essayer d'établir une solution à deux États.

Est-ce possible maintenant ? Je vais résumer en très peu de mots. Nous devons faire face en urgence à une situation de gestion de crise. La mort continue de civils chaque jour, la destruction de Gaza – environ 25 %, voire 30 %, complètement détruite – ne peuvent pas constituer la base d'une relation entre Arabes et Israéliens. Pour chaque combattant tué, vous

plantez les graines pour 10 autres qui ont perdu leur famille et qui voudront vengeance et châtement à l'avenir.

Par conséquent, nous devons obtenir un cessez-le-feu, non pas pour le plaisir du cessez-le-feu, mais simplement pour contrôler la violence des combats, dans le but de passer ensuite à une phase de résolution du conflit, qui doit être essentiellement une solution à deux États.

Je dirais que cela nécessite une initiative arabe et que nous devons prendre la question en main. Cela exige également que les grands États du monde, qu'il s'agisse des Américains, des Chinois ou de n'importe qui d'autre, assument la responsabilité de revenir à la question suivante : « Comment pouvons-nous ramener les parties, les Israéliens et les Palestiniens en particulier, à la table des négociations s'ils ne croient pas au résultat final ? ».

Ce sera mon commentaire final. Ayant mené ces négociations pendant la majeure partie de ma carrière, ce n'est pas le meilleur moment pour démarrer ce projet, quel que soit le critère, que ce soit en ce qui concerne le paradigme de leadership du côté palestinien ou du côté israélien. Cependant, nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas le faire et je suggère donc qu'il est impératif de faire face à la situation de crise, mais ce que nous devons proposer aux opinions publiques israélienne et palestinienne n'est pas une solution provisoire. Nous devons réellement leur offrir les éléments pour tourner la page, de la manière la plus détaillée possible. Où en sera réellement la solution à deux États ? Comment pouvons-nous gérer les différentes composantes ?

Cela permettra en fin de compte, pour les Palestiniens, d'obtenir ce qu'ils souhaitent en termes d'État national, et cela permettra d'obtenir, pour les Israéliens, ce qu'ils réclament même au milieu des combats, à savoir la sécurité des Israéliens dans le futur.

Permettez-moi simplement d'évoquer ces deux points. Ce n'est pas le moment de poursuivre la violence. Nous semons les graines d'une violence non étatique pour l'avenir et ce n'est pas le moment de faire des propositions progressives car elles ne suffisent pas à apaiser la douleur et à surmonter ce qui s'est passé au cours des dernières semaines.

Merci beaucoup.

Terry Martin

Nabil Fahmy, merci beaucoup. Vous avez abordé un certain nombre de points sur lesquels, j'en suis sûr, nous allons revenir au cours de la prochaine heure. Ce qui m'est apparu le plus important, c'est qu'il ne s'agit pas seulement d'une question israélo-palestinienne, il y a la question arabo-israélienne qui doit également être abordée. Il est peut-être possible de rechercher des solutions et les processus que vous avez suggérés doivent être mis en avant de manière que d'autres acteurs extérieurs à la région, originaires du monde entier, jouent un rôle diplomatique. Merci beaucoup.